

DÉCLARATION PANAMAZONIQUE DE BELÉM

X FORUM SOCIAL PANAMAZONIQUE -FOSPA-

28, 29, 30 et 31 juillet - Belém do Pará, Brésil

1. Embrassé devant le fleuve Guamá lors de la grande réunion où se sont réunies les diversités qui habitent la région panamazonienne, les peuples indigènes, noirs et quilombola, paysans, riverains, urbains, de genres et d'âges des 9 pays du bassin amazonien : Brésil, Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie, Venezuela, Guyane, Suriname et Guyane française, nous réaffirmons le chemin qu'il y a 20 ans, depuis la Première Rencontre En tant que Forum Social Panamazonien, nous avons commencé avec l'espoir d'un « autre monde possible ». Nous ne pouvions pas imaginer que le monde serait pire que le monde que nous connaissions alors.
2. Aujourd'hui, l'Amazonie est dans son pire moment, dévastée par des gouvernements pour qui la nature est une marchandise, et les droits des peuples n'ont aucune validité. A ce jour, aucun gouvernement n'a garanti le plein exercice des droits des peuples amazoniens pour la défense de Mère Nature. Dans cette situation, il est nécessaire d'appeler les mouvements sociaux à faire appel à la créativité, apprendre de ses erreurs et continuer à se battre.
3. Ce qui était perçu comme des menaces sont aujourd'hui des réalités, issues d'un système d'oppression multiple : patriarcal, raciste, capitaliste et colonial, qui a fait du grand bassin amazonien sa dernière frontière d'expansion, mettant en danger toutes les communautés. la vie et ceux qui les défendent. Sous la fausse prémisse du développement, l'avancée du caoutchouc, de l'exploitation forestière, de l'extraction pétrolière, de l'agro-exportation, des grandes centrales hydroélectriques et des mégamines, sur les différents territoires amazoniens et leur insertion dans des modèles de conservation coloniaux, y compris des propositions de marchandisation d'éléments du biome avec ce prétexte et en militarisant les territoires, ils ont mis le pillage des biens communs en premier pour générer des profits, entraînant de grands problèmes, des inégalités sociales,
4. La crise climatique actuelle et sa menace civilisatrice, conséquence du modèle de développement, a poussé l'écosystème amazonien au point de non-retour, ce qui menace la perte irréparable de la forêt tropicale la plus importante de la planète et qui abrite plus de 50 millions de personnes, ensemble une bonne partie de la biodiversité planétaire. Si nous n'arrêtons pas cette tendance maintenant, demain sera la mort pour la région panamazonienne, vitale pour freiner le réchauffement climatique et garantir la vie sur la planète.
5. Les femmes indigènes, paysannes, noires, quilombola, populaires et urbaines, les femmes trans et lesbiennes, force de résistance pour la défense de la vie, continuent d'être bafouées par l'action et l'omission des États, l'intégrisme politique et religieux, le patriarcat, le racisme, la militarisation, la corruption enracinée et installée dans notre société, le capitalisme qui à travers les sociétés transnationales et les forces économiques exproprient des territoires en toute impunité, la violation des corps, la traite, le contrôle des personnes et des modes de vie, les violences sexuelles, les féminicides,

violation des droits sexuels et reproductifs, atteintes à la diversité, dissidence sexuelle et de genre.

6. L'ensemble du bassin vit une situation de guerre non conventionnelle, avec la participation de forces militaires des États, de paramilitaires, de miliciens et de trafiquants de drogue qui agissent en lien avec de grands intérêts économiques. Ajoutez à cela les mesures coercitives unilatérales, les blocus financiers et économiques et les menaces militaires imposées par les grandes puissances mondiales et les groupes fondamentalistes.
7. Nous réitérons que bien que les dangers aient augmenté, les luttes et les résistances ont acquis une force sans précédent, à partir de l'expérience des spiritualités de nos peuples, qui doivent continuer à grandir en tant qu'enfants de la mère amazonienne. En ce sens, les peuples de la Pan-Amazone s'organisent, se rassemblent, se battent pour leurs territoires et leurs cultures, pour rendre un avenir possible. Les luttes antiracistes, antipatriarcales et anticoloniales avancent. Nous maintenons l'optimisme qui nous caractérise, mais avec un réalisme qui nous oblige à exiger l'(im)possible. Cet autre monde est possible.

PROPOSITION POLITIQUE :

1. Nous exigeons un modèle politique, social et économique qui privilégie l'intégrité de notre maison commune, qui reconnaisse et respecte les territoires et le plein exercice des droits des peuples amazoniens et des droits de la nature.
2. Récupérer, valoriser et protéger les savoirs des hommes et des femmes et les formes ancestrales d'organisation de nos peuples pour le soin et la gestion de l'eau, la protection de leurs territoires, dont nos rivières, propres et exemptes de mégaprojets.
3. Nos alternatives pour *un terre sans ma* sont des productions agricoles et forestières diversifiées en harmonie avec la nature, l'agroforesterie, l'agroécologie, les projets de production et de consommation locale, la gestion communautaire des biens communs, des forêts et du territoire, l'utilisation des semences indigènes, l'écotourisme communautaire, les projets d'énergie alternative, les soins complets et participatifs et la gestion des bassins et des biorégions, et bien d'autres initiatives centrées sur le vivant et non sur la marchandisation de la nature.
4. Nous proposons d'articuler les efforts et les luttes pour la défense des territoires de la région et de la vie panamazonienne, ainsi qu'avec d'autres mouvements sociaux dans d'autres régions du monde contre le modèle économique néolibéral patriarcal, colonial, raciste qui viole toutes nos droits individuels et collectifs, contre la corruption et contre les fondamentalismes politiques, économiques, socioculturels et religieux.
5. Nous exhortons les gouvernements des pays panamaziens à mettre en pratique leurs discours contre la crise climatique et les droits de la Terre Mère, avec de vraies mesures contre la déforestation, la dégradation et l'augmentation des émissions, et non avec le maquillage de la soi-disant économies vertes. Nous exigeons qu'ils respectent et renforcent leurs engagements pris au niveau international.
6. Promouvoir l'exercice de l'autonomie gouvernementale et de l'autodétermination des peuples indigènes, noirs, quilombola, paysans et riverains qui permettent l'exercice de la gestion publique sur la base de leur propre vision, normes et procédures ; Pour cela, il faut, entre autres enjeux, la mise en place de mécanismes appropriés aux nouvelles formes d'aménagement qui garantissent leurs modes de vie, dans le respect de leur

visions du monde. Sans autogestion territoriale des peuples, il n'y a pas d'avenir pour l'Amazonie, ni pour le monde. Exigez qu'ils se conforment pleinement aux verdicts de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (par exemple, affaire du Suriname 2015). Nous exigeons également l'autodétermination de la Guyane occupée par la France, notre bassin amazonien ne sera complet que lorsque sa décolonisation sera réalisée.

7. Nous rejetons les politiques publiques extractivistes des gouvernements qui menacent la vie et la nature. Nous exigeons que le droit à la consultation libre, préalable et éclairée soit signé, ratifié, respecté et mis en œuvre, ce qui inclut le droit de veto en raison de l'objection de conscience culturelle dans le cadre de l'autodétermination des peuples et nous exigeons que les hydrocarbures soient maintenus en le sous-sol et une Amazone exempte de mines.
8. Exiger des gouvernements la pleine propriété et la garantie légale des territoires des peuples et des communautés, y compris le sous-sol, afin qu'ils aient une protection permanente contre l'extraction des minerais, afin qu'ils ne violent pas notre mère la terre, pour assurer la Bon Vivre des êtres humains et de toutes les formes de vie et esprits.
9. Condamner et rejeter la mise en œuvre de mesures coercitives, toute forme de blocus politique, économique, financier et diplomatique qui pèse sur n'importe quel pays de notre bassin amazonien, car ce sont des actions politiques criminelles qui affectent nos peuples.
10. Assumer la défense radicale des droits des peuples de la Pan-Amazonie à l'éducation, à la communication et à la santé dans une perspective populaire, interculturelle, communautaire, critique et décoloniale.
11. Les femmes de la panamazonie s'engagent pour la réinvention et la construction collective de la démocratie que nous voulons ; Nous appelons tous les peuples et organisations d'Amazonie à inscrire à leurs agendas des actions qui corrigent les inégalités et les rapports de force qui perdurent et affectent nos vies, nos corps et nos territoires. Cette articulation doit être dirigée vers l'incidence dans les espaces internationaux qui peuvent faire des recommandations aux États face à l'urgence de l'inclusion d'actions concrètes qui répondent à la transformation de la violence qui affecte les femmes amazoniennes et andines.
12. Nous soutenons fermement les lettres des Pré-FOSPA réalisées dans chaque pays et les conclusions des Maisons du Savoir et des Sentires (Maison de la Terre Mère, Maison de la Résistance des Femmes, Maison des Biens Communs de la Nature, Maison des Peuples Autochtones et droits et la Maison des territoires et de l'autonomie).
13. Nous ratifions l'importance des initiatives d'action comme instruments de mobilisation pour atteindre les objectifs du processus FOSPA. Il n'est possible de générer des processus de transformation que si nos organisations de la Pan-Amazonie s'associent et s'articulent dans ces actions.
14. Nous soutenons le Tribunal international des droits de la nature qui est arrivé à Belén dans une caravane après avoir traversé le territoire de Xingu et Carajás. Nous approuvons votre approche selon laquelle la région panamazonienne est une entité vivante et menacée, soumise à des droits, à laquelle les entreprises, en complicité avec les États, ont déclaré la guerre, et les communautés indigènes, les colonies, les camps, les communautés locales, traditionnelles, les paysans, les quilombolas, les quebradeiras, les riverains, les peuples autochtones, les paysans, ruraux et urbains, sont ceux qui sont en première ligne de cette confrontation, et leurs droits doivent être garantis. En même temps, mettez en surbrillance

multiples initiatives de restauration intégrale, moratoire extractiviste et transition écologique promues par les collectivités.

15. Nous sommes la Nature et nous sommes plus de 37 pays qui reconnaissent les droits de la Nature à différents niveaux, y compris les droits de la région panamazonienne. Au Brésil, 4 municipalités ont approuvé cette reconnaissance et 4 autres États en débattent, dont Belém, site de la X Rencontre internationale de la FOSPA. En ce sens, nous célébrons la création et le lancement du Front parlementaire mondial pour les droits de la nature, composé d'autorités autochtones et non autochtones du monde entier, qui cherche à diffuser plus rapidement et directement ce changement de paradigme avec des politiques publiques qui reconnaissent la nature comme sujet de droit.

ACTIONS

1. Déclarer *État d'urgence climatique dans la région panamazonienne et sa conformité permanente* permettre sa restauration active et la protection de sa biodiversité en coordination avec les peuples amazoniens et aller vers un nouveau paradigme de rapport à la nature. Les avancées d'un changement de paradigme seront notre meilleur héritage, elles exigeront le transfert de ressources importantes pour la restauration et l'entretien du Bassin, et la transformation du commerce international des matières premières de l'économie régionale, favorisant la production et la commercialisation du climat -biens compatibles avec l'écosystème amazonien et restreignent l'exportation de viande, de soja, de bois, de minéraux, d'hydrocarbures et de dérivés vers les marchés d'Europe, d'Asie, d'Amérique du Nord et autres.
2. Adopter le verdict du IIIe Tribunal éthique en défense des corps et des territoires des femmes amazoniennes et andines, qui continuera à se réunir et à enquêter sur les cas qui s'y trouvent présenté. Nous continuerons à renforcer ce scénario de visibilité et d'incidence internationale qui a permis de mettre l'accent sur les multiples impacts du système de discrimination sur la vie, le corps et le territoire des femmes, la violence dans ses différentes manifestations émergeant à la suite de la crise actuelle pouvoir capitaliste patriarcal et colonial et raciste.
3. Promouvoir l'éducation, la recherche et la communication comme piliers des processus de transformation dans les territoires de la panamazonie, en promouvant leurs propres scénarios qui qualifient les luttes et les actions de plaidoyer auprès des États, à travers l'élaboration de cartographies et la systématisation d'expériences populaires transformatrices, interculturel et communautaire avec un accent panamazonien, promouvant l'inter-apprentissage, promouvant les études et la recherche-action participative et transformatrice.
4. Pour arrêter la destruction et la perte de l'Amazonie, il n'est pas possible de justifier la poursuite de l'exploitation des hydrocarbures ou de l'exploitation minière, nous proposons donc l'objectif commun de zéro déforestation réelle et la promotion du traité de non-prolifération des combustibles fossiles, qui permet de laisser le pétrole sous terre et d'aller vers la transition énergétique populaire.

5. Compte tenu du contexte de patriarcat offensif, de fondamentalisme politique et religieux, de capitalisme et de racisme, qui affecte le plus fortement les femmes indigènes, noires et paysannes qui vivent dans le bassin amazonien, nous proposons de renforcer l'initiative d'action en faveur des corps et des territoires de Les femmes amazoniennes et andines, comme colonne vertébrale de nos engagements collectifs. À partir de là, continuer la sensibilisation à ces réalités et le plaidoyer à travers des campagnes et des mobilisations pour la défense de la vie des femmes amazoniennes et andines et le rejet de toutes les formes de discrimination et de violence contre leurs corps et leurs territoires.
6. Soutenir la formation de gardes indigènes, quilombolas et paysans et d'autres communautés traditionnelles pour l'autoprotection des territoires, en rendant viable leur durabilité effective. Soutenez ainsi la réalisation d'une Rencontre amazonienne des autonomies et de l'autonomie gouvernementale.
7. Promouvoir une campagne pour assurer la vie et la protection des défenseurs de la nature, dénonçant et confrontant, dans tous les pays de la région panamazonienne, leur persécution, criminalisation, poursuites, menaces, disparitions et assassinats par ceux qui sont les nouveaux trafiquants et prédateurs des forêts, mafias et assassins qui affectent la vie des gens et d'autres formes de vie. La solidarité entre nos peuples doit être effective et affective envers eux et eux ; Notre incidence doit être soutenue pour que les États garantissent leur vie à partir de la ratification et de l'exécution de l'Accord d'Escazú, en condamnant les auteurs et en honorant les martyrs.
8. Mener des campagnes permanentes pour freiner l'exportation de produits qui favorisent la pollution et la déforestation en Amazonie tels que la viande, le soja, l'or, le bois, le sucre, le pétrole, les agrocarburants et autres.
9. Promouvoir le commerce des biens produits dans des systèmes compatibles et en harmonie avec l'Amazonie. Nos alternatives incluent l'agroforesterie écologique, l'agriculture familiale paysanne et la gestion communautaire de la forêt, pour le remplacement de l'économie de destruction de l'Amazonie par une économie des forêts.
10. Renforcer la campagne internationale pour les droits de la nature et promouvoir les Assemblées de la Terre pour faire face à l'emprise des entreprises et à l'échec des conférences des Nations Unies sur le climat, la biodiversité et les systèmes alimentaires, qui n'apportent pas de réponse efficace à la crise climatique et écologique.
11. Générer de nouvelles formes d'intégration régionale, fondées sur la consolidation d'un bloc de pays amazoniens permettant d'avancer vers le post-extractivisme en Amazonie.
12. Exiger l'engagement des États dans la construction de mécanismes régionaux garantissant le respect du libre transit des habitants du bassin amazonien dans tous les pays qui le composent.

13. Campagne constante pour l'autodétermination de la Guyane colonisée par la France.
 14. Nous appuyons la résolution des juges du Tribunal international des droits de la nature qui ont proposé de tenir un Tribunal des droits de la nature au Canada, d'où provient le capital du projet Belo Sun, qui doit être développé dans le Big Tour of Xingu, pour rendre visible à l'endroit d'où vient la capitale, comment ses ressources sont utilisées pour la destruction de l'Amazonie.
 15. Nous appelons la diversité des organisations qui travaillent pour la défense et la prise en charge globale de l'Amazonie, à continuer de renforcer leurs capacités de transformation dans les processus d'articulation autour des Initiatives d'Action - FOSPA.
 16. Sur la relation des organisations des peuples et des communautés de l'Amazonie avec les réseaux mondiaux. La FOSPA continuera à tisser des alliances avec les différents mouvements sociaux dans le monde dans le but d'élargir les actions pour surmonter la crise humanitaire, environnementale et climatique, et d'influencer les instances gouvernementales internationales pour l'adoption de politiques conformes à cet objectif général.
-